

SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS

COMPTE- RENDU DU COMITE SYNDICAL

L'an deux mil quinze le 17 mars à 9 heures 30, le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : 10 mars 2015

Nombre de membres : Nombre de délégués : 32

Présents : 20

Pouvoirs : 1

Absents, excusés : 11

PRESENTS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : madame Edith MICHELIC , Messieurs Jacques DEVOUCOUX, Bernard JAMET ,Guy LAINE, Guy THOMAS ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Christian FORAY, Olivier HURABIELLE , Michel PERRIOT(arrivé au point 3) ; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Dominique BURLAUD , Michel DE PAULE, Christian FAUCHER , Alain MANSSSENS (parti au point 6); COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE ET TERRES DU GRAND MEAULNES : mesdames Ghislaine GAUTRON, Brigitte REBMANN, Chantal TRAVERS, Monsieur Jean-Paul JOLIET ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : : messieurs Paul BERNARD, Olivier COMBETTE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur Roland GILBERT ; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN DES CHAMPS : monsieur André DELAVault

POUVOIRS

; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Pierre MANCION a donné pouvoir à M. Olivier HURABIELLE.

ABSENTS ; EXCUSES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : messieurs Pascal AUGENDRE, Pascal COLLIN, Bertrand DESNOIX ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Jean-Pierre RENAULT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE ET TERRES DU GRAND MEAULNES : monsieur Nicolas NAULEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : : monsieur Guy SAMIERI ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Robert BELLERET, François RICHARD ; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN DES CHAMPS : monsieur Jean-Luc CHARACHE ; COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE: monsieur Yves DEBONO ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS CHARITTOIS : monsieur Jacques BRUNET.

Après constatation du quorum, le président ouvre la séance à 9 heures 30.
Monsieur Olivier HURABIELLE est nommé secrétaire de séance.

Avant de procéder à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour, le président propose à l'assemblée de participer à la visite d'un syndicat à la redevance incitative (SIRDOMDI situé dans la région d'Angers) sur le territoire duquel la collecte des déchets ménagers est effectuée de façon robotisée.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°1

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 12 décembre 2014

Le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de Mme GAUTRON absente à la séance), approuve le compte-rendu de la séance du 12 décembre 2014.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°2

COMPTE- RENDU DES AFFAIRES TRAITEES EN APPLICATION DE LA DELEGATION DU COMITE SYNDICAL AU BUREAU SYNDICAL ET AU PRESIDENT

Affaires traitées par le président :

- Signature du marché de fourniture de bacs de tri sélectif avec la société Plastic Omnium pour un montant annuel estimatif de 21 263 € pour une durée de 2 ans.

Affaires traitées par le bureau syndical :

- Acquisition d'un bien immobilier constitué d'une maison située sur une parcelle de 4 a 35 ca à proximité du site de la future déchetterie pour un montant de 22 000 euros
- Avenant N° 1 à la convention d'adhésion relative à la collecte et au traitement des déchets papiers conclue avec Ecofolio afin de permettre au syndicat de bénéficier de conditions financières plus avantageuses

Le comité syndical, à l'unanimité, donne acte au président de la communication de ce document.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°3

PARTICIPATION 2015 DES COMMUNAUTES DE COMMUNES

Une proposition de participations à demander aux communautés de communes établies en fonction des recettes attendues de la redevance pour l'année 2015 est présentée aux élus.

Comme convenu lors de l'établissement des participations pour les années précédentes, le montant des redevances attendues et le montant des redevances émises qui ont servi de base au calcul des participations qui ont été demandées aux communautés de communes pour l'année 2014 ont été comparés.

Il s'avère que le montant des redevances émises est inférieur au montant des redevances attendues. Une régularisation sera donc effectuée sur le montant qui a été demandé aux communautés de communes en 2014 et viendra donc en diminution de la participation pour l'année 2015.

Cet ajustement a été pris en compte dans le calcul de la proposition de participations à demander aux communautés de communes pour 2015 qui figure dans le tableau qui suit et qui est soumis au vote des élus.

CDC	RI attendue 2014	Montant RI réellement émis	Ajustement	RI attendue 2015	Participation 2015
Arnon Boischaut Cher	876 784,10 €	872 319,08 €	- 4 465,02 €	910 601,81 €	906 136,79 €
Berry Grand Sud	1 163 601, 71 €	1 162 613,40 €	- 988,31 €	1 191 460,61 €	1 190 472,30 €
Pays de Nérondes	473 874,63 €	471 952,27 €	- 1 922,36 €	481 113,34 €	479 190,98 €

Par ailleurs, le président informe l'assemblée de la saisine du tribunal administratif par la communauté de communes du Pays de Nérondes concernant la prise en charge des impayés.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de M. GILBERT) approuve les montants proposés.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°4

INDEMNITE AU COMPTABLE DU TRESOR

Lors de chaque renouvellement des assemblées délibérantes, il convient de délibérer sur l'octroi d'une indemnité de conseil au comptable du Trésor chargé des fonctions de receveur des communes ou des EPCI.

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnités de conseil allouées aux comptables non centralisateurs du trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Le président propose :

- de demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 80 % par an,
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mme Agnès LEJAY, comptable du Trésor.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à la majorité des présents (MM. DE PAULE et PERRIOT ont voté contre) approuve cette proposition.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°5

CONVENTION AVEC OCAD3 E / RECYLUM

Dans le cadre de la mise en place de la collecte sélective des déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) sur les déchetteries, le SMIRTOM du Saint-Amandois a signé une première convention avec OCAD3E / RECYLUM le 21 juin 2013.

Cette convention a pour objet de régir les relations techniques et financières entre OCAD3E / RECYLUM et la collectivité qui développe un programme de collecte sélective des DEEE.

Le nouveau barème de soutien 2015-2020 modifie sensiblement en faveur du syndicat les conventions OCAD3E.

En accord avec les associations qui représentent les collectivités et le ministère de l'écologie, OCAD3E a décidé de résilier de façon anticipée au 31 décembre 2014 la convention qui lie le syndicat (lampes) et a sollicité la signature d'une nouvelle convention dont la durée coïncide avec celle du nouvel agrément (2015-2020).

Le président propose donc que le comité syndical l'autorise à signer les conventions avec OCAD3E et Recylum.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à signer ces conventions.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°6

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE PLUSIEURS COLLECTIVITES POUR MENER UNE ETUDE SUR LES PROBLEMATIQUES DE TRI ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

Lors d'une réunion de travail qui s'est tenue à Châteauroux entre élus du Cher et de l'Indre, une volonté de créer un groupe de travail entre les collectivités du Cher et de l'Indre sur les

problématiques de traitement des ordures ménagères étendu aux problèmes de tri s'est dégagée.

Ce groupe de travail réunit les collectivités suivantes :

- SYTOM de Châteauroux
- CDC Vierzon- Sologne-Berry
- SICTOM de Champagne Berrichonne
- SYMCTOM du Blanc
- Communauté d'agglomération Bourges Plus
- SMIRTOM du Saint-Amandois

Après concertation, les divers participants ont convenu de l'intérêt d'étudier des pistes de mutualisation sur deux thèmes :

- La gestion du tri en vue notamment de répondre à l'extension des consignes de tri et à la mise en œuvre d'outils performants sur un périmètre suffisant de production (seuil préconisé par l'ADEME de 30 000 T).
- Le traitement des ordures ménagères : le périmètre de cette collaboration inclurait pour des questions de cohérence, la gestion des transferts des OM, le transport vers le centre de traitement, la prise en compte du tout venant et les déchets verts issus des déchetteries.

Dès lors, il est proposé de réaliser en commun une étude d'opportunité sur le plan technique et financier d'une mutualisation sur les deux thèmes précédents, celle-ci étant confiée à un bureau d'étude.

Un groupement de commande entre les diverses collectivités sera donc constitué pour mener à bien cette mission.

Après avoir exposé à l'assemblée les objectifs de l'étude envisagée et apporté des précisions sur le coût de l'étude (coût estimé à 200 000 € maximum avec une participation possible de l'ADEME au taux de 50 à 70 % soit environ 34 000€ (sans subvention) pour le SMIRTOM) le président propose que le SMIRTOM intègre celui-ci et que le comité syndical l'autorise à signer la convention de groupement à intervenir et désigne un titulaire et un suppléant pour le représenter.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à signer la convention à intervenir et a élu à l'unanimité M. Bernard JAMET en qualité de titulaire et M. Olivier HURABIELLE en qualité de suppléant pour représenter le syndicat.

Les élus sont conscients qu'il faut anticiper l'avenir. La mutualisation des moyens est un moyen de parvenir à maîtriser les coûts.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°7

***CONVENTION A CONCLURE AVEC L' INRAP POUR REALISER UN DIAGNOSTIC
ARCHEOLOGIQUE PREALABLE A LA CONSTRUCTION DE LA DECHETTERIE ET
DU SITE TECHNIQUE DE DREVANT***

Par courrier en date du 30 janvier dernier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles a informé le syndicat de la nécessité de réaliser un diagnostic archéologique préalablement à la réalisation de la déchetterie et du site technique de Drevant.

A cet effet, une convention devra être conclue entre l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives) qui intervient pour le compte de la DRAC et le SMIRTOM.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à signer la convention à intervenir avec l'INRAP.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°8

QUESTIONS ET AFFAIRES DIVERSES

Le problème des dépôts sauvages de déchets ménagers ainsi que le vandalisme en déchetteries est abordé. M. BURLAUD suggère d'utiliser la vidéo surveillance pour lutter contre ces agressions.

Un point est fait sur l'avancement du projet de fabrication de bûchettes de bois compressé. Le syndicat s'emploie à répondre à 3 procédures concernant ce dossier (diagnostic archéologique, établissement d'un budget annexe, dossier de demande de permis de construire et de déclaration au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

L'acquisition d'un broyeur lent d'occasion qui permettra de compléter la chaîne de fabrication des bûchettes et de lutter contre la présence de ferraille dans les dépôts de déchets effectués en déchetteries est à prévoir.

La séance est levée à 10h45.

Le président,

Bernard JAMET